

Le nouveau président burundais fait face à des incursions armées

Deutsche Welle, 17.09.2020 L'incalme qui a suivi l'arrivée au pouvoir du président Evariste Ndayishimiye a été courte durée. Des incursions de groupes armés se sont multipliées ces dernières semaines. D'après des informations concordantes, ces groupes armés seraient venus depuis fin août du Sud-Kivu, dans l'est de la RDC, via le lac Tanganyika.

Le mouvement rebelle Red-Tabara, créé en 2015, confirme être l'origine des récentes incursions militaires. Dans certaines provinces, la résistance s'affronte régulièrement aux forces de la terreur, composées par la police et la milice du parti au pouvoir. Comme son nom l'indique, Red-Tabara a pour objectif de secourir, de libérer le peuple burundais du joug de la tyrannie", a déclaré Justine Ntwari, l'une des porte-parole du Red-Tabara à la DW. Secourir les Burundais Red-Tabara veut dire : aider, porter secours en Kirundi, la langue locale. Thierry Vircoulon, coordonnateur de l'Observatoire de l'Afrique australe et centrale à l'IFRI, l'Institut français des relations internationales, reconnaît l'existence de ce groupe armé hostile aux autorités de Gitega. Mais le chercheur minimise pour l'instant sa capacité de nuisance. "Le Red-Tabara existe depuis 2015. Depuis cette date, il a organisé des attaques, des incursions au Burundi, à partir du Sud-Kivu (RDC). Mais ces incursions n'ont jamais été très perturbatrices. Grosso modo, de petites attaques. Et il n'est jamais parvenu à organiser une attaque d'envergure sur le territoire burundais", a observé Thierry Vircoulon. Depuis le début de ces incursions militaires, il y a eu plusieurs arrestations et perquisitions opérées par les services burundais de sécurité. Ce qui inquiète le photjournaliste burundais Teddy Mazina. "Plus de 70 personnes arrêtées en deux semaines. Ce qui devient grave au moment où on ne sait pas où certains sont emprisonnés. Donc, on retombe dans le spectre des disparitions forcées, dans les questions de torture et d'excès sommaires" a estimé Teddy Mazina. Porte ouverte au dialogue Cependant, le mouvement Red-Tabara ne ferme pas la porte du dialogue. Mais pose des préalables qui sont : "Désarmement de la milice du parti au pouvoir (les Imbonerakure), la libération sans conditions des prisonniers politiques, assurer la sécurité pour tous. Ce qui implique la refonte de la police, de l'armée. Mettre sur pied, différentes commissions chargées de la reconstruction économique, des enquêtes sur les crimes du régime depuis 2015, ainsi que la crise cyclique de la période postcoloniale, et une commission électorale indépendante", a exigé Justine Ntwari. Les autorités burundaises n'ont pas répondu à nos demandes d'interview sur ce sujet. Et nous n'avons pas non plus obtenu de réaction des autorités congolaises au sujet de la présence au Sud-Kivu du mouvement Red-Tabara, qui utilise ce territoire comme base arrière pour ses attaques. Le Rwanda aussi est accusé d'aider les rebelles burundais qui tentent de déstabiliser le gouvernement du CNDD-FDD. Accusations futures à mai reprises par Kigali qui accueille des milliers de réfugiés burundais.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});